

113067002/12

7386

Raymond, W. L.

Walter H. H. H.

Raymond, W. L.

S.N.C.F.  
Service Central  
du Personnel

1ère Division

P. 9074

Paris, le 17 mars 1943

M. le Directeur de l'Exploitation de la  
Région du Sud-Ouest.

Par lettre du 8 février 1943, vous m'avez demandé comment devaient être traités du point de vue de leur solde les agents requis pour les besoins de l'Organisation TODT en France.

B { J'ai l'honneur de vous faire connaître que les contrats de travail des auxiliaires doivent être considérés comme ayant pris fin à la date de leur départ. Leur rémunération doit être payée jusqu'à ce jour. Ils n'ont pas droit à une indemnité de licenciement; mais ils ont droit à l'indemnité correspondant au nombre de journées de congé payé qu'ils avaient à prendre lors de leur départ.

A { Si un agent du cadre permanent venait à être requis pour cette organisation vous auriez à me soumettre son cas.

COPIE adressée à Monsieur le  
Directeur de l'Exploitation de la  
Région du Sud-Est.  
17 mars 1943

Le Directeur,  
(signé) BARTH.

.....

MVG

Der 7541-4

Paris, le 26 mars 1943

TRANSMIS à MM. les Chefs d'arrondt,  
les Chefs de Magasins  
généraux,

A titre d'instruction.

Vous aurez à me signaler les  
cas visés en A.

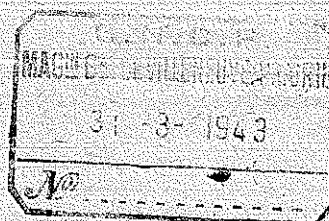
P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
PARIS

Paris, le 26 mars 1943

TRANSMIS à M. le Chef de la  
Subdivision de la Comptabilité,

A titre d'instruction  
en ce qui concerne B.

P. le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction,  
PARIS

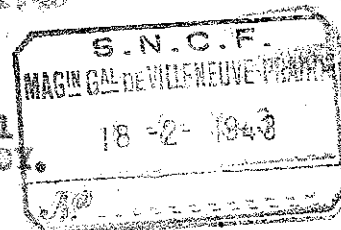


hl

Eisenbahn-Betriebsdirektion Nancy  
Der Bahnbevollmächtigte  
St Bbv L 16 Bma

Nancy, le 9.2.1943

Monsieur LHUILLIER, Ingénieur principal  
Représentant de la SNCF auprès de l'E.M.D. Nancy.



Objet : Réquisition d'auxiliaires de la S.N.C.F. pour l'organisa-  
tion TODT.

D'après nos constatations, les réquisitions d'agents  
SNCF pour l'organisation TODT concernant des militaires français  
libérés par suite de la démobilisation de l'armée française et  
qui ne sont occupés que depuis peu de temps par la SNCF en qualité  
d'auxiliaires. Suivant les renseignements obtenus de la  
Feldkommandantur, les instructions données aux Feldkommandanturen  
par le Militärbefehlshaber de ne pas réquisitionner du personnel  
SNCF autrement que pour travailler à la Reichsbahn ne sont pas  
applicables aux militaires libérés. Sur demande des  
Feldkommandanturen, les auxiliaires de cette catégorie sont à  
libérer comme main-d'œuvre réquisitionnée.

Signé: HILGIS

S.N.C.F.  
Région de l'Est

Copie (traduction) transmise à

Service de  
liaison SNCF-EMD Nancy  
N° 787/456 ELM  
AG 3.338

- a. Le Directeur de l'Exploitation  
de la Région du Sud-Est
- b. Le Chef du S/arrondt. de Traction, à Besançon
- c. Le Chef du Groupement d'entretien, à Dijon

Pour le tenir informé.  
Nancy, le 11 février 1943  
L'Ingénieur principal  
Signature.

Der:7041-4

Paris, le 16 FEV 1943  
TRANSmis à M. le Chef du Magasin Général  
de Villeneuve

Comme suite à mon transmis  
du 11.1.43.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
P.C. le Chef de la Subdivision du Personnel.

Villeneuve - Prairie, le 25/1/1943

TRANSMIS à Monsieur le Maire

N° 2/30 P

de CROSNE

Un questionnaire au nom de Monsieur  
MONSCH Marcel, Manoeuvre Spécialisé à notre  
Etablissement, dûment complété, en ayant l'hon-  
neur de l'informer qu'aucun agent de la S.M.C.F.  
ne doit être réquisitionné directement par les  
Mairies.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire,  
mes salutations distinguées.

LE CHEF DE L'AC. S.M. PRINCIPAL.

hl

4336 - Organisation Todt

H.V.D. PARIS

Paris, le 21 décembre 1942

E S P 32 Fvbk

S.N.C.F. Paris

Objet : Prélèvement de main-d'œuvre pour l'organisation Todt.  
Ref. : Votre lettre du 15-12-42 n° 3825

Nous avons également porté à la connaissance du Commandant Militaire en France les 9 cas que vous nous aviez signalés par votre lettre précitée et nous l'avons prié d'inviter à nouveau les "Feldkommandanturen" à ne pas prélever des agents de la S.N.C.F. pour des entreprises autres que la D.R.

Le Commandant Militaire appelle toutefois notre attention sur ce que les travailleurs que vous avez signalés ont été désignés, non par les Feldkommandanturen, mais par les maires de leur résidence, pour être occupés à l'Organisation Todt. Les Feldkommandanturen ont reçu des instructions leur prescrivant de ne pas faire des prélèvements sur la main-d'œuvre de la S.N.C.F. en faveur d'entreprises autres que la D.R.

Nous vous faisons part de ce qui précède en vous priant d'appeler de votre côté l'attention des maires intéressés sur ce que le prélèvement prévu est inadmissible, pour qu'à l'avenir on soit bien assuré que ces Services renoncent à un tel prélèvement.

Four copie conforme :  
Signé : SCHÄDLICH R.C.I.

Signé : STOTZ.

T. S. V. P.



SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1<sup>re</sup> Division  
P.8604

Paris, le 30 décembre 1942

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions

Comme suite à la lettre D-149102/27 du 21 octobre 1942,  
j'ai l'honneur de vous donner ci-joint copie de la réponse que  
vient de nous adresser le H.V.D. à une communication dans laquelle  
nous lui signalions qu'9 agents de la S.M.C.R. avaient été  
requis par l'organisation TOUT.

Le Directeur  
B. RUIH

M. le Chef du Service MB  
à titre d'avis.

P. le Directeur de l'Exploitation Matériel et Traction  
L'Ingénieur en Chef

Signé: LEZLER

Der: 7841-4

5 janvier 1943

TRANSMIS à

Paris, le 11 janvier 1943

MM. les Chefs d'arrondissement } Z.O.  
les Chefs de Magasins Généraux }

Comme suite à la lettre D-149102/27 du 21 octobre 1942.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
P.O. Le Chef de la Subdivision du Personnel,  
M. RUIH.

mm 5<sup>bis</sup>

S.N.C.F.

MT - SE

(Pel - Beau B)

Der: 0077

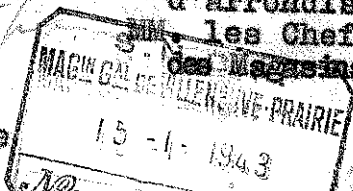
MT-n° 205

Recrutement  
de la  
main-d'oeuvre

7336  
Remboursement  
Paris, le 13 JAN 1943

MVG  
MM. les Chefs  
d'arrondissement

MM. les Chefs  
des Magasins Généraux

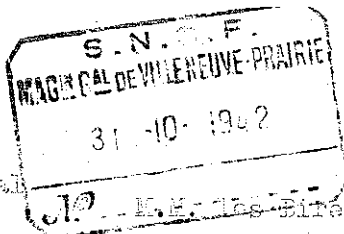


Il m'est signalé que des municipalités demanderaient à nos établissements de leur remettre les listes de leurs agents en vue du recensement prévu par la loi du 4 septembre 1942.

En pareil cas il convient de signaler à ces municipalités que la S.N.C.F. a procédé au recensement de ses agents visés par la dite loi dans des conditions qui ont été arrêtées entre elle et les autorités d'occupation et d'en aviser les Inspecteurs de la main d'oeuvre des Transports dont relèvent les établissements.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction





Nh 5 S.N.C.F.

Le Directeur Général

Réf. D 149101/25

Paris, le 21 octobre 1942

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.

Je vous adresse ci-joint copie d'une circulaire du 22 septembre 1942 adressée par le Commandant en Chef de l'Armée allemande en France et d'une circulaire du 22 octobre 1942 adressée par les Secrétaires d'Etat au Travail, à la Production Industrielle et aux Communications et par le Ministre d'Etat chargé de l'équipement national, aux préfets de la zone occupée.

Ces deux circulaires concernant l'envoi de main-d'œuvre dans la zone côtière pour satisfaire aux besoins de l'organisation TODT.

Ainsi que vous le remarquerez, les maires des communes pouvant être amenés à porter sur les listes des habitants de leurs communes à présenter aux autorités allemandes, des agents de la S.N.C.F. (du cadre ou auxiliaires).

Dans tous les cas où cela se produirait, vous aurez à le signaler immédiatement d'une part au Service Central du Personnel qui en rendra compte au Chef du Service de la main-d'œuvre du Secrétariat d'Etat aux Communications, et d'autre part à l'Inspecteur de la main-d'œuvre des Transports.

Vous voudrez bien, d'autre part, faire aussitôt effectuer en pareil cas une démarche auprès du maire de la commune intéressée pour lui indiquer qu'en vertu d'un arrêté du 20 septembre (1), les agents de la S.N.C.F. (qu'ils soient du cadre permanent ou auxiliaires) sont soumis aux dispositions de la loi du 4 septembre 1942 et de l'arrêté ministériel du 19 septembre 1942 relatif au blocage de la main-d'œuvre et qu'en raison de la situation des effectifs de la S.N.C.F., celle-ci ne peut accepter le départ de certains de ses agents.

Si le maire de la commune inscrit néanmoins nos agents sur ces listes, vous veillerez à ce que leur qualité d'agents de la S.N.C.F. soit bien indiquée, afin que les autorités allemandes aient leur attention attirée sur ce fait.

Si les autorités allemandes désignent un de nos agents dont vous considérez le maintien en service comme nécessaire, vous le signalerez immédiatement d'une part au Service Central du Personnel, qui interviendra auprès de la H.V.D. compétente, et, d'autre part à l'organisme allemand régional ou local que vous jugerez le mieux placé pour intervenir auprès de la Feldkommandantur ou du Service allemand qui a procédé à la désignation.

Vous prendrez des mesures analogues dans le cas où des ouvriers d'entreprises travaillant pour le compte de la S.N.C.F. viendraient à être portés par les maires sur des listes ou à être requis par les autorités allemandes; vous tiendrez compte toutefois de ce que l'arrêté du 20 septembre s'applique aux entreprises de manutention ferroviaire et de travaux connexes et non à toutes les entreprises travaillant pour la S.N.C.F.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

(1) Vous trouverez le texte de cet arrêté (paru au Journal Officiel du 20 octobre 1942) dans l'avis au personnel ci-joint qui est à l'impression.

COPIE à M.M. les Directeurs des Services Centraux M.T.V.

24-10-42

M. CHAMON,

A titre d'instruction.

Vous voudrez bien, en ce qui concerne A, faire le nécessaire par mon intermédiaire.

Le Directeur de l'Exploitation,

(signé): TUJA

Paris, le 26 octobre 1942

MT-p.

Dar: 7541

TRANSMIS à M.M. les Chefs d'arrondissement

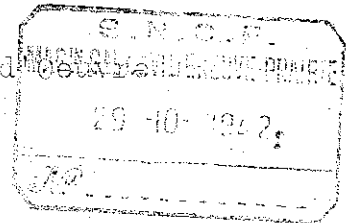
les Chefs de magasins généraux

Z.C.

A titre d'instructions et pour faire le nécessaire, comme indiqué en A, par mon intermédiaire.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
P.C. Le Chef de la Subdivision du Personnel,  
PARIS.

C I R C U L A I R E  
relative à la satisfaction des besoins en main-d'œuvre  
de l'Organisation TODT



I - CIRCULAIRE DU COMMANDANT EN CHEF EN FRANCE

Le Commandant en Chef en France  
Etat-Major d'Administration  
Spéc. N° VII/714 b 4/42

Paris, le 22 septembre 1942.

- Aux Chefs des Régions A, B, C - Service de la Main-d'Oeuvre
- Au Commandant du Grand-Paris - Service de la Main-d'Oeuvre  
et directement aux Feldkommandants.

Objet : Besoins en main-d'œuvre pour travaux militaires urgents  
et satisfaction de ces besoins.

1.- Pour exécuter des travaux militaires urgents sur le territoire du Commandant en Chef en France, l'Organisation TODT a besoin de 20 000 ouvriers d'ici au 30 septembre 1942 et de 15 000 autres avant le 15 octobre 1942. Les besoins par directions supérieures de travail, c'est-à-dire par départements ressortant de la pièce n° 1 jointe "Besoins en main d'oeuvre de l'Organisation TODT", les besoins supplémentaires après le 15 octobre 1942 seront indiqués ultérieurement.

Conformément à l'appui promis par les services français les besoins français, les besoins en main-d'œuvre seront couverts le plus possible par une propagande renforcée, par l'emploi de l'effectif groupé d'entrepreneurs français et par un apport plus important de main-d'œuvre en provenance des territoires non occupés.

2.- Imposition aux Préfets - Avant que la main-d'œuvre ne sera fournie en quantité suffisante ou à temps par ces mesures, les Feldkommandants des Départements dans lesquels les besoins existent (voir annexe 1) donneront immédiatement aux Préfets l'ordre de fournir la main-d'œuvre nécessaire.

3.- La part de main-d'œuvre provenant de la région même d'utilisation devra être aussi élevée que possible, ne fût-ce que pour des questions de logement et dans l'intérêt de la population. Plus la part de main-d'œuvre ne provenant pas du pays sera importante et plus il faudra mener des ouvriers d'autres contrées, voire même d'autres pays (Africains, Espagnols, Russes soviétiques) et les loger dans les maisons des habitants, car il n'y a pas assez de baraquements disponibles.

4.- Les Préfets fixent immédiatement, en accord avec les Feldkommandants :

- a) le nombre des ouvriers à trouver dans le département lui-même en décomposant s'il y a lieu d'après les communes et les usines.

Les besoins en main-d'œuvre à satisfaire jusqu'au 30 septembre 1942 doivent l'être à peu près exclusivement par les moyens du département lui-même. Pour cela, il faut puiser dans les forces dont l'industrie peut se passer temporairement ou d'une manière permanente.

En augmentant la durée du travail, il sera souvent possible de compenser le prélèvement ainsi opéré.

r) Les forces à amener de l'extérieur.- Ils provoqueront, de la part des services français compétents, l'apport de la main-d'œuvre provenant d'autres régions (Préfet Régional - Secrétariat d'Etat au Travail).

5.- Les Feldkommandants des départements côtiers et des autres contrées de mise en oeuvre se mettront immédiatement en rapport avec les directions des secteurs ou les services supérieurs de conduite des travaux de l'Organisation TODT, pour fixer les lieux d'utilisation et la date du début des travaux.

La Feldkommandantur tiendra une situation-rapport courant des besoins en main-d'œuvre, des ouvriers appelés par la direction des travaux et du nombre d'ouvriers fournis par le département considéré, conformément au formulaire joint.

Dans les 3 jours après le pointage, une copie de la situation rapport à la date du 5 octobre, 15 octobre, 31 octobre, etc... sera adressée au Chef de Région. Les Chefs de Région transmettront immédiatement au M.B.H. une copie de chaque situation et une récapitulation pour l'ensemble de la Région.

6.- Les Feldkommandanturen rendront compte au Chef de Région, Service de la Main-d'Œuvre, au plus tard pour le 5 octobre 1942 :

a) du nombre d'ouvriers à fournir par le département lui-même et ceci pour les besoins indiqués pour chaque période avant le 30 septembre 1942 et avant le 15 octobre 1942.

b) de ce que les Préfets auront pris comme mesures pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à amener des autres contrées.

Les Chefs de Région informeront en même temps les Feldkommandanturen des autres contrées de leur Région d'où il devra être fourni de la main-d'œuvre à l'Organisation TODT et surveilleront la répartition à l'intérieur de leur Région.

7.- En premier lieu, on utilisera les volontaires (isolés ou groupes dans leur entreprise).

Si les volontaires ne suffisent pas, le Préfet sera avisé conformément au titre 2 a, de répartir les besoins non satisfaits sur certaines communes de son département. Les Maires recevront l'ordre de fournir les forces conformément à la répartition. Des Préfets seront mis au courant par le Gouvernement Français.

Je prie les Feldkommandants et les Chefs des Régions d'administration militaire d'intervenir personnellement avec énergie pour que la main-d'œuvre soit fournie dans les délais. Des difficultés locales qui pourraient surgir seront réglées d'abord par les Feldkommandants en accord avec les services locaux de l'Organisation TODT et les Services Français, le cas échéant en accord avec les Chefs de Région.

Le Commandant en Chef,

II - CIRCULAIRE INTER-MINISTERIELLE

SECRETARIAT D'ETAT AU TRAVAIL

3 S.N.C.F.  
MAGNANVILLE-NEUVE-PRATHE  
No

ETAT FRANÇAIS

29-10-1942 Paris, le 7 octobre 1942.

LE SECRETAIRE D'ETAT AU TRAVAIL,  
LE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE,  
LE MINISTRE D'ETAT chargé de l'EQUIPEMENT NATIONAL,  
LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS,

Messieurs les PREFETS REGIONAUX et PREFETS de la ZONE OCCUPEE

(En communication à MM. les Inspecteurs divisionnaires du Travail et de  
à MM. les Directeurs des Offices du Travail  
Ingénieurs en Chef des Ponts et Chaussées  
à MM. les Inspecteurs de la Main-d'Ouvre & des Transports)

En dehors des besoins de main-d'oeuvre à employer hors de France et qui ont fait l'objet d'instructions que vous avez déjà reçues, les autorités d'occupation ont fait connaître que les travaux de défense qu'elles sont en train d'exécuter en France et en particulier dans la zone de ceux déjà employés pour cet objet, ces 100 000 hommes en plus de préférence parmi les ouvriers des professions du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cours des discussions relatives à cette question, il a été reconnu par les autorités allemandes que la meilleure méthode à employer pour se procurer cette main-d'oeuvre à titre volontaire et pour en obtenir le meilleur rendement était d'utiliser les Services d'Entreprises de Travaux Publics et de Bâtiment. Aussi les dispositions nécessaires ont-elles été prises par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics sous le contrôle de la Délégation Générale à l'Equipeement National, pour augmenter le nombre des Entreprises qui travaillent pour les autorités allemandes sur les chantiers de cette nature.

Mais les dispositions ainsi prises qui seront certainement efficaces peuvent donner des résultats qu'au bout d'un certain délai. Les autorités allemandes, estimant qu'il ne leur est pas possible d'attendre ce délai pour renforcer les effectifs travaillant actuellement pour l'Organisation TODT, ont notifié leur décision de recourir, en attendant que le recrutement par la voie des Entreprises puisse donner des résultats suffisants, à la réquisition pour se procurer les ouvriers nécessaires.

Vous trouverez en annexe la circulaire envoyée par le Militärbefehlshaber à tous les Feldkommandants et qui précise les mesures à prendre pour procéder à cette réquisition. Vous trouverez également en annexe un tableau qui fait connaître par région le nombre d'ouvriers qui doivent être recrutés, soit 22 500 immédiatement et 16 500 supplémentaires à la date du 15 octobre.

La présente circulaire a pour but de préciser, notamment en ce qui concerne les réquisitions directes de main-d'oeuvre, les règles à appliquer.

Comme l'indique l'instruction allemande ci-jointe le rôle des Préfets est de renseigner les Feldkommandants, sur les possibilités de réquisition dans chaque commune, et ensuite de conseiller et de surveiller les mesures dans l'accomplissement de la mission qui leur incombe; mais il est indiqué que la réquisition doit être adressée,

.....

comme en matière militaire, directement par le Feldkommandant au Maire de la commune intéressée.

Pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre dont il s'agit, on devra recourir tout d'abord aux volontaires, qui peuvent d'ailleurs être attirés par les avantages consentis aux ouvriers par l'Organisation TODT. A défaut de volontaires, il faudra avoir recours de préférence aux ouvriers du bâtiment et des travaux publics qui sont sans occupation par suite de la fermeture de la presque totalité des chantiers de cette catégorie; ensuite, aux chômeurs existants dans la commune, y compris ceux qui sont employés par des chantiers du Commissariat à la Lutte contre le chômage, à l'exception toutefois de ceux utilisés sur des chantiers forestiers qui ne doivent pas être dégrnis. A défaut de travailleurs de ces catégories, les Autorités d'occupation réquisitionneront elles-mêmes les travailleurs complémentaires en les choisissant sur une liste des habitants de la commune dressée par le Maire dans les conditions déterminées par la circulaire du 22 septembre 1942 en application de la loi du 4 septembre, liste comprenant tous les hommes de 18 à 50 ans. Sur cette liste figureront l'âge, la profession, les charges de famille et le domicile des intéressés, ainsi que tous renseignements destinés à faciliter le choix des Autorités Allemandes, notamment en ce qui concerne le rôle joué par chaque inscrit dans l'économie générale de la commune.

Vous n'avez pas besoin d'insister sur l'importance que le Gouvernement attache à l'exécution de ces instructions; tous les efforts seront faits pour augmenter le nombre d'ouvriers travaillant volontairement dans les cadres des entreprises affectées aux travaux dont il s'agit, ce qui permettra de libérer ensuite le plus tôt possible les hommes qui auront été réquisitionnés comme il est indiqué ci-dessus.

Les Inspecteurs du Travail sont à votre disposition pour vous fournir tous renseignements et indications utiles ainsi qu'à M.M. les Maires, pour l'exécution de ces Instructions.

Vous êtes priés de faire connaître d'urgence au Secrétariat d'Etat au Travail toutes les difficultés qui pourraient se présenter à l'occasion des mesures prévues dans la présente instruction.

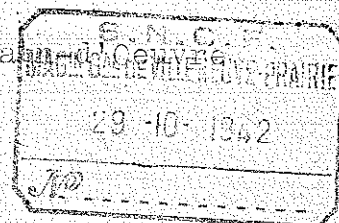
Le Secrétaire d'Etat au Travail,  
LAGARDELLE.

Le Secrétaire d'Etat  
à la Production Industrielle,  
PICHONNE.

Pour  
le Ministre d'Etat chargé  
de l'Equipe ment National,  
Le Secrétaire Général:  
GIRAUD.

Le Secrétaire d'Etat  
aux Communications,  
GIBRAT.

C I R C U L A I R E  
relative à la satisfaction des besoins en main-d'œuvre  
de l'Organisation TODT



I - CIRCULAIRE DU COMMANDANT EN CHEF EN FRANCE

Le Commandant en Chef en France  
Etat-Major d'Administration  
Sect. VI 711/714 b 4/42

Paris, le 22 septembre 1942.

- Aux Chefs des Régions A, B, C - Service de la Main-d'Oeuvre
- Au Commandant du Grand-Paris - Service de la Main-d'Oeuvre  
et directement aux Feldkommandants.

Objet : Besoins en main-d'œuvre pour travaux militaires urgents  
et satisfaction de ces besoins.

1.- Pour exécuter des travaux militaires urgents sur le territoire du Commandant en Chef en France, l'Organisation TODT a besoin de 20 000 ouvriers d'ici au 30 septembre 1942 et de 15 000 autres avant le 15 octobre 1942. Les besoins par directions supérieures de travail, c'est-à-dire par départements ressortent de la pièce n° 1 jointe "Besoins en main-d'œuvre de l'Organisation TODT. Les besoins supplémentaires après le 15 octobre 1942 seront indiqués ultérieurement.

Conformément à l'appui promis par les services français les besoins français, les besoins en main-d'œuvre seront couverts le plus possible par une propagande renforcée, par l'emploi de l'effectif groupé d'entrepreneurs français et par un apport plus important de main-d'œuvre en provenance des territoires non occupés.

2.- Imposition aux Préfets - Avant que la main-d'œuvre ne sera pas fournie en quantité suffisante ou à temps par ces mesures, les Feldkommandants des Départements dans lesquels les besoins existent (voir annexe 1) donneront immédiatement aux Préfets l'ordre de fournir la main-d'œuvre nécessaire.

3.- La part de main-d'œuvre provenant de la région même d'utilisation devra être aussi élevée que possible, ne fut-ce que pour des questions de logement et dans l'intérêt de la population. Mais la part de main-d'œuvre ne provenant pas du pays sera importante et plus il faudra mener des ouvriers d'autres contrées, voire même d'autres pays (Africains, Espagnols, Russes soviétiques) et les loger dans les maisons des habitants, car il n'y a pas assez de baraquements disponibles.

4.- Les Préfets fixent immédiatement, en accord avec les Feldkommandants :

a) le nombre des ouvriers à trouver dans le département lui-même en décomposant s'il y a lieu d'après les communes et les usines.

Les besoins en main-d'œuvre à satisfaire jusqu'au 30 septembre 1942 doivent l'être à peu près exclusivement par les moyens du département lui-même. Pour cela, il faut puiser dans les forces dont l'industrie peut se passer temporairement ou d'une manière permanente.

.....



En augmentant la durée du travail, il sera souvent possible de compenser le prélèvement ainsi opéré.

b) Les forces à amener de l'extérieur.- Ils provoqueront, de la part des services français compétents, l'apport de la main-d'oeuvre provenant d'autres régions (Préfet Régional - Secrétariat d'Etat au Travail).

5.- Les Feldkommandants des départements côtiers et des autres contrées de mise en oeuvre se mettront immédiatement en rapport avec les directions des secteurs ou les services supérieurs de conduite des travaux de l'Organisation TODT, pour fixer les lieux d'utilisation et la date du début des travaux.

La Feldkommandantur tiendra une situation-rapport courant des besoins en main-d'oeuvre, des ouvriers appelés par la direction des travaux et du nombre d'ouvriers fournis par le département considéré, conformément au formulaire joint.

Dans les 3 jours après le pointage, une copie de la situation rapport à la date du 5 octobre, 15 octobre, 31 octobre, etc... sera adressée au Chef de Région. Les Chefs de Région transmettront immédiatement au M.B.H. une copie de chaque situation et une récapitulation pour l'ensemble de la Région.

6.- Les Feldkommandanturen rendront compte au Chef de Région, Service de la Main-d'Oeuvre, au plus tard pour le 5 octobre 1942 :

a) du nombre d'ouvriers à fournir par le département lui-même et ceci pour les besoins indiqués pour chaque période avant le 30 septembre 1942 et avant le 15 octobre 1942.

b) de ce que les Préfets auront pris comme mesures pour fournir la main-d'oeuvre nécessaire à mener des autres contrées.

Les Chefs de Région informeront en même temps les Feldkommandanturen des autres contrées de leur Région d'où il devra être fourni de la main-d'oeuvre à l'Organisation TODT et surveilleront la répartition à l'intérieur de leur Région.

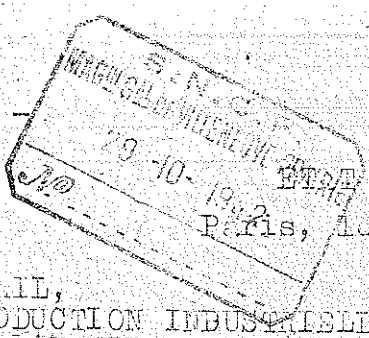
7.- En premier lieu, on utilisera les volontaires (isolés ou groupés dans leur entreprise).

Si les volontaires ne suffisent pas, le Préfet sera avisé conformément au titre 2 A, de répartir les besoins non satisfaits sur certaines communes de son département. Les Maires recevront l'ordre de fournir les forces conformément à la répartition. Des Préfets seront mis au courant par le Gouvernement Français.

Je prie les Feldkommandants et les Chefs des Régions d'administration militaire d'intervenir personnellement avec énergie pour que la main-d'oeuvre soit fournie dans les délais. Des difficultés locales qui pourraient surgir seront réglées d'abord par les Feldkommandants en accord avec les services locaux de l'Organisation TODT et les Services Français, le cas échéant en accord avec les Chefs de Région.

Le Commandant en Chef,

II - CIRCULAIRE INTER-MINISTERIELLE  
SECRETARIAT D'ETAT AU TRAVAIL



ETAT FRANÇAIS  
Paris, le 7 octobre 1942.

LE SECRETAIRE D'ETAT AU TRAVAIL,  
LE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE,  
LE MINISTRE D'ETAT chargé de l'EQUIPEMENT NATIONAL,  
LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS,

Messieurs les PREFETS REGIONAUX et PREFETS de la ZONE OCCUPEE  
(En communication à MM. les Inspecteurs divisionnaires du Travail et de  
la Main-d'Oeuvre  
à MM. les Directeurs des Offices du Travail  
Ingénieurs en Chef des Ponts et Chaussées  
à MM. les Inspecteurs de la Main-d'Oeuvre & des Transports)

En dehors des besoins de main-d'oeuvre à employer hors de France et qui ont fait l'objet d'instructions que vous avez déjà reçues, les autorités d'occupation ont fait connaître que les travaux de défense qu'elles sont dans l'obligation d'exécuter en France et en particulier dans la zone côtière nécessitent un effectif supplémentaire de 100 000 hommes en plus de ceux déjà employés pour cet objet, ces 100 000 hommes devant être pris de préférence parmi les ouvriers des professions du Bâtiment et des Travaux Publics.

Au cours des discussions relatives à cette question, il a été reconnu par les autorités allemandes que la meilleure méthode à employer pour se procurer cette main-d'oeuvre à titre volontaire et pour en obtenir le meilleur rendement était d'utiliser les Services d'Entreprises de Travaux Publics et de Bâtiment. Aussi les dispositions nécessaires ont-elles été prises par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics sous le contrôle de la Délégation Générale à l'Equipeement National, pour augmenter le nombre des entreprises qui travaillent pour les autorités allemandes sur les chantiers de cette nature.

Mais les dispositions ainsi prises qui seront certainement efficaces ne peuvent donner des résultats qu'au bout d'un certain délai. Les autorités allemandes, estimant qu'il ne leur est pas possible d'attendre ce délai pour renforcer les effectifs travaillant actuellement pour l'Organisation TODT, ont notifié leur décision de recourir, en attendant que le recrutement par la voie des Entreprises puisse donner des résultats suffisants, à la réquisition pour se procurer les ouvriers nécessaires.

Vous trouverez en annexe la circulaire envoyée par le Militärbefehlshaber à tous les Feldkommandants et qui précise les mesures à prendre pour procéder à cette réquisition. Vous trouverez également en annexe un tableau qui fait connaître par région le nombre d'ouvriers qui doivent être recrutés, soit 22 500 immédiatement et 16 500 supplémentaires à la date du 15 octobre.

La présente circulaire a pour but de préciser, notamment en ce qui concerne les réquisitions directes de main-d'oeuvre, les règles à appliquer.

Comme l'indique l'instruction allemande ci-jointe le rôle des Préfets est de renseigner les Feldkommandants, sur les possibilités de réquisition dans son département, et ensuite de conseiller et de surveiller les entreprises dans l'accomplissement de la mission qui leur incombe; mais il est indiqué que la réquisition doit être adressée,

.....

comme en matière militaire, directement par le Feldkommandant au Maire de la commune intéressée.

Pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre dont il s'agit, on devra recourir tout d'abord aux volontaires, qui peuvent d'ailleurs être attirés par les avantages consentis aux ouvriers par l'Organisation TODT. A défaut de volontaires, il faudra avoir recours de préférence aux ouvriers du bâtiment et des travaux publics qui sont sans occupation par suite de la fermeture de la presque totalité des chantiers de cette catégorie; ensuite, aux chômeurs existants dans la commune, y compris ceux qui sont employés par des chantiers du Commissariat à la lutte contre le chômage, à l'exception toutefois de ceux utilisés sur des chantiers forestiers qui ne doivent pas être dégarnis. A défaut de travailleurs de ces catégories, les Autorités d'occupation réquisitionneront elles-mêmes les travailleurs complémentaires en les choisissant sur une liste des habitants de la commune dressée par le Maire dans les conditions déterminées par la circulaire du 22 septembre 1942 en application de la loi du 4 septembre, liste comprenant tous les hommes de 18 à 50 ans. Sur cette liste figureront l'âge, la profession, les charges de famille et le domicile des intéressés, ainsi que tous renseignements destinés à éclairer le choix des Autorités allemandes, notamment en ce qui concerne le rôle joué par chaque inscrit dans l'économie générale de la commune.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance que le Gouvernement attache à l'exécution de ces instructions; tous les efforts seront faits pour augmenter le nombre d'ouvriers travaillant volontairement dans les cadres des entreprises affectées aux travaux dont il s'agit, ce qui permettra de libérer ensuite le plus tôt possible les hommes qui auront été réquisitionnés comme il est indiqué ci-dessus.

Les Inspecteurs du Travail sont à votre disposition pour vous fournir tous renseignements et indications utiles ainsi qu'à M.M. les Maires pour l'exécution de ces instructions.

Vous êtes priés de faire connaître d'urgence au Secrétariat d'Etat au Travail toutes les difficultés qui pourraient se présenter à l'exécution des mesures prévues dans la présente instruction.

Le Secrétaire d'Etat au Travail,  
LAGARDELLE.

Le Secrétaire d'Etat  
à la Production Industrielle,  
FICHELLONNE.

Pour  
Le Ministre d'Etat chargé  
de l'Equipement National,  
Le Secrétaire Général:  
FIRAUD.

Le Secrétaire d'Etat  
aux Communications,  
GIBRAT.